

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00857

Numéro SIREN : 722 000 965

Nom ou dénomination : BMW FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 11/07/2022 sous le numéro de dépôt 17370

BMW FRANCE S.A.

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
BMW FRANCE S.A.
5 Rue des Hérons
CS 20750
78182 Saint-Quentin-en-Yvelines CEDEX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BMW FRANCE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Matthias Barnert



2021

COMPTES ANNUELS
SA BMW FRANCE
EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

I. BILAN AU 31/12/2021

A. Bilan actif

Durée N : 12 mois

Durée N-1 : 12 mois

Rubrique	Montant brut	Amort. Depreciation.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	241 880	224 104	17 776	17 776
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	6 455 264		6 455 264	6 455 264
Constructions	149 479 952	58 014 787	91 465 165	91 111 507
Installations techniques, mat. et outillage	8 524 930	7 174 006	1 350 924	1 355 675
Autres immobilisations corporelles	39 423 756	20 611 217	18 812 539	21 616 123
Immobilisations en cours	1 953 820		1 953 820	6 226 299
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	74 847 861		74 847 861	74 847 861
Créances rattachées à des participations				25 000 000
Autres titres immobilisés				
Prêts	530 000 000		530 000 000	500 000 000
Autres immobilisations financières	517 973		517 973	516 878
ACTIF IMMOBILISE	811 445 437	86 024 114	725 421 323	727 147 383
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	97 576 551	339 835	97 236 715	183 466 537
Avances, acomptes versés sur commandes	707 651		707 651	766 734
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	52 262 897		52 262 897	69 693 360
Autres créances	405 544 140		405 544 140	243 282 014
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	74 170		74 170	49 947
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	656 461		656 461	325 843
ACTIF CIRCULANT	556 821 870	339 835	556 482 034	497 584 436
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 368 267 307	86 363 949	1 281 903 357	1 224 731 819

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 2 805 000)	2 805 000	2 805 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 078 173	6 078 173
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	285 080	285 080
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	275 716	275 716
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	2 605 865	2 605 865
Report à nouveau	177 536 886	193 452 084
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	50 715 324	-3 266 796
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	8 548 649	8 405 264
CAPITAUX PROPRES	248 850 692	210 640 385
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	98 109 129	116 344 469
Provisions pour charges	5 379 202	6 370 307
PROVISIONS	103 488 331	122 714 776
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	511	
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 756 033	11 797 640
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 056 855	105 367 573
Dettes fiscales et sociales	180 766 212	162 383 543
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	634 887 377	611 739 780
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	0	88 121
DETTES	929 564 335	891 376 657
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 281 903 357	1 224 731 819

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

Rubriques	Exercice 2021		Total	Exercice 2020
	France	Exportation		
Ventes de marchandises	2 992 130 937	3 010 823	2 995 141 760	2 552 684 916
Production vendue de biens				
Production vendue de services	68 676 019		68 676 019	64 302 002
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 060 806 956	3 010 823	3 063 817 779	2 616 986 917
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			37 856 620	34 351 040
Autres produits			38 737 059	38 098 772
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 140 411 458	2 689 436 730
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 597 169 621	2 201 663 706
Variation de stock (marchandises)			89 339 478	82 450 267
Achats de matières premières et autres approvisionnements			788 362	2 243 868
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			310 683 338	336 526 880
Impôts, taxes et versements assimilés			11 341 826	14 831 927
Salaires et traitements			22 830 826	21 399 599
Charges sociales			12 132 477	13 048 609
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 287 099	9 581 451
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			202 638	3 165 356
Dotations aux provisions				
Autres charges			9 710	20 358
CHARGES D'EXPLOITATION			3 053 785 376	2 684 932 021
RESULTAT D'EXPLOITATION			86 626 082	4 504 708
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			36 161	13 206 257
Produits financiers de participations				13 200 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			35 896	3 707
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			265	2 550
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			8 583 050	8 884 928
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			8 582 861	8 884 375
Différences négatives de change			188	553
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			-8 546 888	4 321 330
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			78 079 193	8 826 038
PRODUITS EXCEPTIONNELS			12 177 854	5 599 792
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			321 767	430 835
Produits exceptionnels sur opérations en capital				31 077
Reprises sur provisions et transferts de charges			11 856 087	5 137 881
CHARGES EXCEPTIONNELLES			7 596 791	11 151 012
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 625 431	837 692
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			174 093	465 743
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			5 797 267	9 847 578
RESULTAT EXCEPTIONNEL			4 581 062	-5 551 220
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			4 145 943	
Impôts sur les bénéfices			27 798 989	6 541 614
TOTAL DES PRODUITS			3 152 625 473	2 708 242 779
TOTAL DES CHARGES			3 101 910 150	2 711 509 575
BENEFICE OU PERTE			50 715 324	-3 266 796

III. ANNEXE

1. EXERCICE COMPTABLE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
1.1. EXERCICE COMPTABLE.....	7
1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	7
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
3.1. 9	
3.1. IMMOBILISATIONS.....	9
3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	9
3.1.2. Immobilisations financières.....	9
3.2. EVALUATION DES STOCKS	10
3.2.1. Pièces détachées	10
3.2.2. Véhicules.....	10
3.2.3. Dépréciation des stocks.....	10
3.3. CREANCES ET DETTES.....	10
3.4. PROVISIONS.....	11
3.4.1. Provision pour litiges	11
3.4.2. Provision pour risque fiscal.....	11
3.4.3. Provision pour retraite.....	11
3.4.4. Provision pour garantie.....	11
3.4.5. Provision pour « buy back »	12
3.4.6. Provision pour recyclage des véhicules d'occasion.....	12
3.6. DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX.....	12
3.6.1. Changement de méthode d'évaluation	12
3.6.2. Changements de méthode de présentation.....	12
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	13
4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	13
4.1.1. <i>Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice</i>	<i>13</i>
4.1.2. <i>Tableau des amortissements</i>	<i>14</i>
4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	15
4.3. COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES.....	15
4.4. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES	15
4.5. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	16
4.6. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	17
5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	17
5.1. CAPITAUX PROPRES	17
5.2. ETAT DES PROVISIONS	18
5.2.1. Provisions réglementées.....	18
5.2.2. Provisions pour risques et charges.....	18
5.2.3. Provision pour dépréciation des immobilisations	19
5.2.4. Provisions pour dépréciation des stocks	19
5.2.5. Provisions pour dépréciation des créances	19
5.3. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES	19
5.4. CHARGES A PAYER	21
6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	21
6.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	21
6.2. TRANSFERT DE CHARGES.....	21
6.3. RESULTAT FINANCIER	22
6.4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	22
6.5. IMPOT SUR LES BENEFICES.....	22
6.5.1. Intégration fiscale.....	22
6.5.3. Information sur l'application des dispositions fiscales	23
6.5.4. Situation fiscale latente et différée	24
7. INFORMATIONS DIVERSES.....	24
7.1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE ET INTERIMAIRE.....	24
7.2. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE	24
7.1. LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS ...	25
7.2. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION	25
7.3. ENGAGEMENTS FINANCIERS	25

7.5.1. *Engagements donnés*..... 25
7.5.2. *Engagements reçus* 25

7.4. PARTICIPATION DES SALARIES26

1. EXERCICE COMPTABLE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1. Exercice comptable

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de **€ 1 281 903 357** et au compte de résultat dégageant un bénéfice de **€ 50 715 324**.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ceux-ci ont été arrêtés par le Directoire le 29 mars 2022.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Sinistre :

L'intégralité du sinistre de pollution intervenu sur le parc de stockage de véhicules neufs de Marckolsheim pendant le confinement de 2020 endommageant 6.000 voitures propriété de BMW France et des concessionnaires, a été traité. En conséquence, la provision de 4.5M€ est intégralement reprise au 31 décembre 2021.

Financement :

Le prêt consenti à BMW Distribution a été intégralement remboursé sur le 1^{ier} semestre 2021.

A fin décembre, le prêt accordé à BMW AG s'élève à 530.000.000€.

Exposé lié à la crise sanitaire du Covid-19 :

La pandémie du Covid-19 a eu un impact majeur sur l'économie et donc sur l'activité de notre société.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. En dépit de l'épidémie de la Covid-19 qui se poursuit, l'activité de la société se maintient et l'exercice 2021 est bénéficiaire.

Néanmoins, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

BMW France n'a pas d'activité liée directement à l'Ukraine. Cependant, le Groupe a communiqué le 16 mars 2022 que la guerre en Ukraine devrait peser sur sa rentabilité, en raison de difficultés d'approvisionnement de certaines pièces détachées, en dépit d'une situation qui reste extrêmement dynamique. Le Groupe a précisé que, compte tenu de la volatilité actuelle, il est difficile de donner une prévision exacte pour 2022.

Dès lors, BMW France devrait subir quelques restrictions d'approvisionnement qui sont en cours d'évaluation.

Par ailleurs, la société ayant un fournisseur détenu par une société Russe, nous estimons un risque total pouvant s'élever entre 15 et 20 M€ sur 2022/2023 de l'arrêt des prestations de ce fournisseur.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'établissement des comptes sociaux, en conformité avec les dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et conformément aux dispositions de la législation française conduit la direction de la Société à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les montants reconnus au bilan, sur les notes aux états financiers concernant les actifs et passifs à la date d'arrêté des comptes sociaux ainsi que sur le montant des produits et des charges.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales estimations retenues par la Société sont décrites dans ce chapitre et portent sur :

- Provisions pour dépréciations de stocks des véhicules d'occasion
- Provision pour buy back
- Provision pour dépréciation et risques client
- Provision pour garantie

La direction de la Société procède à ces estimations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Ainsi, les comptes sociaux, de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

3.1. Immobilisations

3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à leur mise en service. Ils n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Société applique depuis l'exercice 2005, les règlements CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 et CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatifs respectivement à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant leur durée probable d'utilisation.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation
Constructions	2.5 % L
Agencements constructions	4 % L
Infrastructures	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	20 % L
Install. générales agencés, aménagés	10 % L
Matériel de transport	25 % L
Matériel de bureau et informatique	20 % L
Mobilier	10 % L

Conformément à la réglementation fiscale en vigueur, les durées d'usage admises au plan fiscal et antérieurement appliqués au plan comptable ont été maintenues au niveau fiscal par le biais d'une comptabilisation d'amortissement dérogatoire.

L'impact qui résulte de leur comptabilisation sur l'exercice 2021 se solde par une charge de € 143 385.

Les logiciels figurant en immobilisations incorporelles sont amortis sur douze mois.

3.1.2. Immobilisations financières

Les titres de participation dans les filiales figurent en valeur brute pour leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité d'un titre est inférieure à son coût d'acquisition, deux types de provisions peuvent être constitués :

- Une provision pour dépréciation dans la limite de la valeur d'origine des titres ;
- Une provision pour risques complémentaires en cas de situation nette négative.

3.2. Evaluation des stocks

3.2.1. Pièces détachées

Les stocks de pièces détachées sont évalués au coût réel d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires) selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

3.2.2. Véhicules

Les stocks de véhicules sont évalués au coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires) réel de chaque unité.

3.2.3. Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation dans les conditions suivantes :

- Le stock de pièces détachées est déprécié en cas d'obsolescence, de détérioration ou de rotation lente.
- Le stock de véhicules est déprécié dans la mesure où ils ont été utilisés à des fins de démonstration et de services, ou lorsque la valeur en stock est supérieure au prix estimé de vente.

3.3. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Celles exprimées en monnaie étrangère sont évaluées sur la base du cours du dernier jour ouvrable de l'exercice publié au Bulletin Officiel ou au cours de couverture le cas échéant. Les différences négatives de change résultant de l'actualisation de ces dettes et créances sont directement portées dans le compte de résultat.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêté des comptes.

Les disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Créances et dettes avec les parties liées

Les transactions effectuées avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

3.4. Provisions

3.4.1. Provision pour litiges

Il s'agit de provisions spécifiques destinées à couvrir les risques de litiges survenus dans le cadre de nos relations contractuelles avec notre réseau de concessionnaire.

3.4.2. Provision pour risque fiscal

Il s'agit de provisions destinées à couvrir les risques fiscaux encourus, tels que notifiés par l'Administration.

3.4.3. Provision pour retraite

Une évaluation actuarielle des droits acquis au 31/12/2021 a été menée selon la « méthode des unités de crédit projetées » préconisée par la recommandation n°2003-R.01.

La valeur actuelle des prestations futures a été calculée par salarié en prenant en compte les éléments suivants : l'ancienneté à la date de l'évaluation, le salaire projeté à l'âge de la retraite, les droits tels que définis par le régime, les conditions du départ en retraite (départ volontaire ou mise en retraite) et le niveau des charges sociales patronales applicables en conséquence sur les indemnités du salarié, le facteur d'actualisation, la probabilité de payer la prestation, obtenue en associant la probabilité de survie à la probabilité de maintien du salarié dans l'entreprise jusqu'à l'âge du départ en retraite. Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2021 est de 0.81 % (0.36% au 31/12/2020).

Par ailleurs, cette année l'entreprise a adopté la méthode 1 de la recommandation ANC no 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés. L'incidence des variations d'hypothèses et le coût des services passés non encore acquis sont constatés immédiatement en compte de résultat.

3.4.4. Provision pour garantie

La maison mère BMW AG préconise que la provision pour garantie couvre au minimum 95% de la charge réelle de garantie. Pour répondre à cette préconisation, BMW France calcule une provision sur une durée de garantie de 9 ans en projetant les coûts restant à sa charge sur les 9 prochaines années (2022 à 2031)

3.4.5. Provision pour « buy back »

Une provision pour risques est constituée dans le cadre des ventes avec une clause de rachat dite de « buy back » lorsque la Société estime que le prix de rachat du véhicule est supérieur à sa valeur de marché estimée au moment de la reprise. Cette estimation se base sur une base historique représentative de transactions.

3.4.6. Provision pour recyclage des véhicules d'occasion

Les constructeurs automobiles sont tenus de reprendre gratuitement et indéfiniment et de recycler ou faire recycler à leurs frais tous leurs vieux véhicules vendus dans l'Union Européenne.

Les provisions pour le recyclage des vieux véhicules sont constituées centralement par BMW AG pour tout le groupe BMW.

3.6. Dérogations aux principes généraux

3.6.1. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.6.2. Changements de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisation incorporelles	291 664			49 784	241 880
Total 1 Incorporelles	291 664	0	0	49 784	241 880
Terrains	6 455 264				6 455 264
Constructions sur sol propre	126 348 476	5 503 108		233 143	131 618 441
Constructions sur sol d'autrui Constructions installations, agencements.....	17 548 166	313 345			17 861 511
Installations générales et agencements	35 646 456	223 320		341 657	35 528 119
Installations techniques, matériels et outillages	8 067 466	534 550		77 085	8 524 930
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 968 580	427 815		500 757	3 895 637
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	198 034 408	7 002 138	0	1 152 642	203 883 902
Immobilisations corporelles en cours (1)	6 226 299	1 123 304	5 395 782		1 953 820
Total 3 Encours Corporelles	6 226 299	1 123 304	5 395 782	0	1 953 820
Acomptes					
TOTAL	204 552 371	8 125 442	5 395 782	1 152 642	206 079 602

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

4.1.2. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	273 888		49 784	224 104
Total 1	273 888	0	49 784	224 104
Terrains				
Constructions	52 785 136	5 346 529	116 878	58 014 787
Installations générales et agencements	15 514 380	3 050 851	321 803	18 243 428
Installations techniques, matériels et outillages	6 711 791	538 685	76 470	7 174 006
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	2 484 532	351 034	467 778	2 367 788
Emballages récupérables et divers				
Total 2	77 495 839	9 287 099	982 929	85 800 009
TOTAL	77 769 727	9 287 099	1 032 713	86 024 113

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2020	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2021	Provision	Valeur Nette au 31/12/2021
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	99 847 861		25 000 000	74 847 861		74 847 861
<i>Dont créances rattachées à des part.</i>	25 000 000		25 000 000	0		0
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	500 516 878	180 001 095	150 000 000	530 517 973		530 517 973
<i>Dont Prêt</i>		180 000 000		180 000 000		180 000 000
TOTAL	600 364 739	180 001 095	175 000 000	605 365 834	0	605 365 834

4.3. Comptes de stocks de marchandises

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2021
Matières premières			
Marchandises	97 576 551	339 835	97 236 715
Produits finis			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
TOTAL	97 576 551	339 835	97 236 715

4.4. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 988 981 471 € en valeur brute au 31/12/2021

et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	530 517 973	530 000 000	517 973
Créances rattachées à des participations			
Prêts	530 000 000	530 000 000	
Autres immobilisations financières	517 973		517 973
ACTIF CIRCULANT :	458 463 498	458 463 498	0
Clients	52 262 897	52 262 897	
Clients douteux			
Autres créances :			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	26 055	26 055	
<i>Organismes sociaux</i>			
<i>Etat : impôts et taxes diverses</i>	89 852 150	89 852 150	
<i>Groupe et associés</i>	309 922 394	309 922 394	
<i>Débiteurs divers</i>	5 743 542	5 743 542	
Charges constatées d'avance	656 461	656 461	
TOTAL	988 981 470	988 463 498	517 973

4.5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances représentées par des effets de commerce s'élèvent à **€ 0**. Toutes les créances sont exigibles dans un délai d'un an.

Le montant de la provision pour dépréciation des créances contentieuses et douteuses est porté en dépréciation du poste clients et comptes rattachés pour un montant de **€ 0**.

Le poste des autres créances s'élève à **€ 405 544 140**.

Le montant des cautions bancaires garantissant les créances clients s'élève à **€ 0** à la date de clôture.

CREANCES	Montant brut	Amort. Dépréciation	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	52 262 897		52 262 897	69 693 360
Autres créances	405 544 140		405 544 140	243 282 014
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	457 807 037	0	457 807 037	312 975 374

4.6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 656 461 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021
Charges d'exploitation	656 461
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	656 461

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 187 000 actions de € 15 chacune au 31/12/2021, se ventilant comme suit :

- 140 250 actions ordinaires ;
- 46 750 actions prioritaires sans droit de vote bénéficiant d'un dividende prioritaire.

Affectation des résultats de l'exercice 2020 :

Les comptes de l'exercice 2020 ont fait apparaître un résultat de -3 266 796 €. Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce profit a été affecté comme suit :

- au poste « Report à nouveau ».

	Solde au 31/12/2020 avant affectation	Résultat 2020	Réserves	Dividendes	Solde au 31/12/2021 avant affectation
Capital	2 805 000				2 805 000
Prime d'émission	6 078 173				6 078 173
Réserve légale	285 080				285 080
Autres réserves	2 881 580				2 881 580
Report à nouveau	193 452 084	-3 266 796		12 648 403	177 536 886
TOTAL	205 501 917	-3 266 796		12 648 403	189 586 719
Résultat 2021					50 715 324
Provisions réglementées					8 548 649

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

5.2.1. Provisions réglementées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	8 405 264	143 385		8 548 649
TOTAL	8 405 264	143 385	0	8 548 649

5.2.2. Provisions pour risques et charges

Chiffres exprimés en euros	au 31/12/2020	Dotations	Reprises	au 31/12/2021
Provisions pour litiges	17 787 261	4 964 731	6 702 293	16 049 699
Provisions pour garantie	94 086 806		13 780 094	80 306 712
Provisions pour retraite	6 370 307		991 105	5 379 202
Provisions pour risques et charges	4 470 403	1 445 004	4 162 689	1 752 718
Provisions pour impôts				
TOTAL	122 714 776	6 409 735	25 636 181	103 488 331

La provision pour garantie est ventilée de la façon suivante :

en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021
Auto	90 787 580	77 525 908
Moto	3 299 225	2 780 804
TOTAL	94 086 805	80 306 712

5.2.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
TOTAL	0	0	0	0

5.2.4. Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Matières premières				
Produits finis				
Marchandises	3 449 491	202 638	3 312 294	339 835
TOTAL	3 449 491	202 638	3 312 294	339 835

5.2.5. Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Poste : Clients douteux	151 832		151 832	
Poste : Autres créances				
TOTAL	151 832	0	151 832	0

5.3. Etats des échéances des dettes

Le détail de ces dettes figure ci-dessous. Aucune de ces dettes n'est garantie par une sûreté réelle.

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	511	511		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	112 056 855	112 056 855		
Dettes fiscales et sociales :				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	10 252 274	10 252 274		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	2 042 399	2 042 399		
<i>Etat et autres collectivités publiques :</i>				
<i>Impôts sur les bénéficiaires</i>	42 837 332	42 837 332		
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	123 190 861	123 190 861		
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts et comptes rattachés</i>	2 540 694	2 540 694		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes :				
<i>Groupe et associés</i>	398 274 363	398 274 363		
<i>Clients – avoirs à établir</i>				
<i>Autres dettes diverses</i>	392 759 459	392 759 459		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 083 954 748	1 083 954 748	0	0

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 056 855	105 367 573
Dettes fiscales et sociales	180 863 559	162 383 543
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	511	
Emprunts et dette financières divers		
DETTES DIVERSES		
Autres dettes	634 887 377	611 739 780
DETTES	927 808 302	879 490 896

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Ventes de voitures	2 327 801	1 974 090
Ventes de pièces détachées	405 614	345 513
Ventes de motos	261 733	233 082
Production vendue de services	68 670	64 302
Chiffre d'affaires	3 063 818	2 616 987

6.2. Transfert de charges

Le poste Transfert de charges est essentiellement constitué de la garantie constructeur.

6.3. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -8 546 888 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS FINANCIERS	36 161	13 206 257
Revenus financiers autres	36 161	6 256
Dividendes	0	13 200 000
Produits financiers au titre du compte courant Groupe	0	0
Reprises provisions sur titres de participation		
CHARGES FINANCIERES	8 583 050	8 884 928
Charges financières affacturage / escompte	7 088 843	6 819 540
Charges d'intérêts sur fonds de participation	0	0
Dépréciation sur titres de participation		
Charges financières autres	1 494 207	2 064 834
RESULTAT FINANCIER	-8 546 888	4 321 330

6.4. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 4 581 062 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Variation nette provision pour risques et charges	6 202 204	- 4549367
Variation amortissements dérogatoires	143 385	160 329
Cessions nettes d'immobilisations	174 093	465 742
Autres produits et charges exceptionnels	-1 303 663	-406 857
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 581 062	-5 551 220

6.5. Impôt sur les bénéfices

6.5.1. Intégration fiscale

La société BMW FRANCE est tête du groupe d'intégration fiscale

Le périmètre de l'intégration fiscale comprend :

- BMW France, mère
- ALPHABET France Fleet Management, fille
- BMW Distribution, fille
- BMW Finance, soeur

Le régime retenu est le régime général. La méthode de répartition de l'impôt dans le groupe est la suivante : chaque membre supporte son impôt comme s'il était imposé en dehors du groupe.

L'impôt comptabilisé dans les comptes 2021 est **€ 27 798 989** .

La société BMW France n'a pas constitué de provision pour impôt au titre des économies d'impôts résultant de l'utilisation des déficits de ses filiales comptabilisés en résultat car, aux termes de l'avis n°2005-G du Comité d'urgence en date du 12 octobre 2005, la restitution de ces économies en trésorerie n'est pas jugée probable à la date d'arrêté des comptes. Néanmoins, aux termes des conventions d'intégration fiscale en vigueur, au cas où pour quelque cause que ce soit, le régime d'intégration fiscale cesserait de s'appliquer, les filiales concernées par cette sortie de périmètre seraient indemnisées par la société BMW France des surcoûts fiscaux dont leur appartenance au groupe pourra être la cause, le montant du préjudice réellement subi et les modalités de son indemnisation devant être appréciées d'un commun accord lors de la sortie, au vue des éléments de fait constatés à cette date.

Les pertes fiscales réalisées par les filiales sont utilisées par BMW France.

Les déficits restant à imputer s'élèvent à 0€

Ci-dessous la répartition du montant global de l'impôt sur les bénéfices :

Résultats (en EUR)	Bénéfices comptables avant impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Montant de l'impôt théorique	Dû	Résultat net après impôt
Courant	78 079 193	15 286 302	93 365 495	26 520 184	26 520 184	51 559 009
Exceptionnel	4 581 062		4 581 062	1 300 105	1 300 105	3 280 957
Participation	- 4 145 943	4 145 943	-		-	- 4 145 943
Crédits d'Impôts			-	21 300	- 21 300	21 300
				-	-	-
TOTAL	78 514 313	19 432 245	97 946 557	27 798 989	27 798 989	50 715 324

Le poste « Autres éléments » tient compte de l'application des termes de la convention d'intégration fiscale.

6.5.3. Information sur l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice (€)	2021	2020
Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	143 385	160 330
Reprises de l'exercice aux provisions réglementées		
Impact sur les capitaux propres	143 385	160 330

6.5.4. Situation fiscale latente et différée

Les différences temporaires représentent des charges incluses dans le résultat comptable mais qui seront déductibles fiscalement au cours des exercices suivants, ce qui entraînera un allègement de l'impôt dû au titre de ces exercices. Elles concernent notamment la participation des salariés, la provision Pass-lease, les provisions spécifiques pour dépréciation des comptes clients et des stocks.

	2021	2020
Montant des réintégrations temporaires	165 024 167	149 043 946
Allègement de la dette future d'impôt (28.38%)	46 833 859	47 440 688

7. INFORMATIONS DIVERSES

7.1. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2021	Effectif
Cadres	269
Agents de maîtrise, techniciens, employés et alternants	66
Ouvriers	36
Stagiaires	13
TOTAL	384

7.2. Identité de la société mère consolidante

Selon l'article L.357-2 de la loi n°85-1321 du 14 décembre 1985, la consolidation de BMW France et ses filiales est incluse dans le périmètre de la société consolidante BMW AG dont le siège social se situe Petuelring 130, 80788 München. Les comptes consolidés sont disponibles sur www.bmwgroup.com.

7.1. Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	Participation	Capital	Capital détenu	CA	Résultat Net
BMW DISTRIBUTION	16 626 488	10 500 000	100 %	227 896 803	2 624 198
ALPHABET FRANCE FLEET MANAGEMENT	58 221 374	4 046 125	99,96 %	483 331 916	15 491 304

7.2. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

7.3. Engagements financiers

7.5.1. Engagements donnés

Engagements donnés	Total
<u>Engagement de buy back auprès des loueurs courte durée</u>	
Au cours de l'exercice, BMW France a réalisé des ventes de véhicules neufs incluant une clause de rachat « Buy Back » dont l'option est à la main du vendeur.	93 382 k€
Au 31/12/2021 BMW France avait un engagement de reprises de 2 670 véhicules vis-à-vis de loueurs de courtes durées pour un montant de reprise estimé à	
Location : Bail de 10 ans (Strasbourg-SAS LCR)	5 820 k€
Cautions (Tigery / Essence Autodrome Miramas)	285 k€

7.5.2. Engagements reçus

Suite au changement de conditions de financement du réseau, BMW France n'a plus de cautions concernant les concessionnaires.

7.4. Participation des salariés

Au 31/12/2021 le montant de la participation s'élève à 4 145 943 € compte tenu du bénéfice de la société.

7.6 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires au titre du contrôle légal des comptes pour l'exercice clos le 31/12/2021 s'élèvent à € 140 000 HT.



BMW FRANCE S.A.

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
BMW FRANCE S.A.
5 Rue des Hérons
CS 20750
78182 Saint-Quentin-en-Yvelines CEDEX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BMW FRANCE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Matthias Barnert



2021

COMPTES ANNUELS
SA BMW FRANCE
EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

I. BILAN AU 31/12/2021

A. Bilan actif

Durée N : 12 mois

Durée N-1 : 12 mois

Rubrique	Montant brut	Amort. Depreciation.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	241 880	224 104	17 776	17 776
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	6 455 264		6 455 264	6 455 264
Constructions	149 479 952	58 014 787	91 465 165	91 111 507
Installations techniques, mat. et outillage	8 524 930	7 174 006	1 350 924	1 355 675
Autres immobilisations corporelles	39 423 756	20 611 217	18 812 539	21 616 123
Immobilisations en cours	1 953 820		1 953 820	6 226 299
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	74 847 861		74 847 861	74 847 861
Créances rattachées à des participations				25 000 000
Autres titres immobilisés				
Prêts	530 000 000		530 000 000	500 000 000
Autres immobilisations financières	517 973		517 973	516 878
ACTIF IMMOBILISE	811 445 437	86 024 114	725 421 323	727 147 383
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	97 576 551	339 835	97 236 715	183 466 537
Avances, acomptes versés sur commandes	707 651		707 651	766 734
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	52 262 897		52 262 897	69 693 360
Autres créances	405 544 140		405 544 140	243 282 014
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	74 170		74 170	49 947
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	656 461		656 461	325 843
ACTIF CIRCULANT	556 821 870	339 835	556 482 034	497 584 436
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 368 267 307	86 363 949	1 281 903 357	1 224 731 819

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 2 805 000)	2 805 000	2 805 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 078 173	6 078 173
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	285 080	285 080
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	275 716	275 716
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	2 605 865	2 605 865
Report à nouveau	177 536 886	193 452 084
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	50 715 324	-3 266 796
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	8 548 649	8 405 264
CAPITAUX PROPRES	248 850 692	210 640 385
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	98 109 129	116 344 469
Provisions pour charges	5 379 202	6 370 307
PROVISIONS	103 488 331	122 714 776
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	511	
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 756 033	11 797 640
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 056 855	105 367 573
Dettes fiscales et sociales	180 766 212	162 383 543
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	634 887 377	611 739 780
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	0	88 121
DETTES	929 564 335	891 376 657
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 281 903 357	1 224 731 819

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

Rubriques	Exercice 2021		Total	Exercice 2020
	France	Exportation		
Ventes de marchandises	2 992 130 937	3 010 823	2 995 141 760	2 552 684 916
Production vendue de biens				
Production vendue de services	68 676 019		68 676 019	64 302 002
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 060 806 956	3 010 823	3 063 817 779	2 616 986 917
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			37 856 620	34 351 040
Autres produits			38 737 059	38 098 772
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 140 411 458	2 689 436 730
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 597 169 621	2 201 663 706
Variation de stock (marchandises)			89 339 478	82 450 267
Achats de matières premières et autres approvisionnements			788 362	2 243 868
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			310 683 338	336 526 880
Impôts, taxes et versements assimilés			11 341 826	14 831 927
Salaires et traitements			22 830 826	21 399 599
Charges sociales			12 132 477	13 048 609
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 287 099	9 581 451
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			202 638	3 165 356
Dotations aux provisions				
Autres charges			9 710	20 358
CHARGES D'EXPLOITATION			3 053 785 376	2 684 932 021
RESULTAT D'EXPLOITATION			86 626 082	4 504 708
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			36 161	13 206 257
Produits financiers de participations				13 200 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			35 896	3 707
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			265	2 550
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			8 583 050	8 884 928
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			8 582 861	8 884 375
Différences négatives de change			188	553
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			-8 546 888	4 321 330
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			78 079 193	8 826 038
PRODUITS EXCEPTIONNELS			12 177 854	5 599 792
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			321 767	430 835
Produits exceptionnels sur opérations en capital				31 077
Reprises sur provisions et transferts de charges			11 856 087	5 137 881
CHARGES EXCEPTIONNELLES			7 596 791	11 151 012
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 625 431	837 692
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			174 093	465 743
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			5 797 267	9 847 578
RESULTAT EXCEPTIONNEL			4 581 062	-5 551 220
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			4 145 943	
Impôts sur les bénéfices			27 798 989	6 541 614
TOTAL DES PRODUITS			3 152 625 473	2 708 242 779
TOTAL DES CHARGES			3 101 910 150	2 711 509 575
BENEFICE OU PERTE			50 715 324	-3 266 796

III. ANNEXE

1. EXERCICE COMPTABLE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
1.1. EXERCICE COMPTABLE.....	7
1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	7
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
3.1. 9	
3.1. IMMOBILISATIONS.....	9
3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	9
3.1.2. Immobilisations financières.....	9
3.2. EVALUATION DES STOCKS	10
3.2.1. Pièces détachées	10
3.2.2. Véhicules.....	10
3.2.3. Dépréciation des stocks.....	10
3.3. CREANCES ET DETTES.....	10
3.4. PROVISIONS.....	11
3.4.1. Provision pour litiges	11
3.4.2. Provision pour risque fiscal.....	11
3.4.3. Provision pour retraite.....	11
3.4.4. Provision pour garantie.....	11
3.4.5. Provision pour « buy back »	12
3.4.6. Provision pour recyclage des véhicules d'occasion.....	12
3.6. DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX.....	12
3.6.1. Changement de méthode d'évaluation	12
3.6.2. Changements de méthode de présentation.....	12
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	13
4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	13
4.1.1. <i>Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice</i>	<i>13</i>
4.1.2. <i>Tableau des amortissements</i>	<i>14</i>
4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	15
4.3. COMPTES DE STOCKS DE MARCHANDISES.....	15
4.4. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES	15
4.5. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	16
4.6. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	17
5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	17
5.1. CAPITAUX PROPRES	17
5.2. ETAT DES PROVISIONS	18
5.2.1. Provisions réglementées.....	18
5.2.2. Provisions pour risques et charges.....	18
5.2.3. Provision pour dépréciation des immobilisations	19
5.2.4. Provisions pour dépréciation des stocks	19
5.2.5. Provisions pour dépréciation des créances	19
5.3. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES	19
5.4. CHARGES A PAYER	21
6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	21
6.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	21
6.2. TRANSFERT DE CHARGES.....	21
6.3. RESULTAT FINANCIER	22
6.4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	22
6.5. IMPOT SUR LES BENEFICES.....	22
6.5.1. Intégration fiscale.....	22
6.5.3. Information sur l'application des dispositions fiscales	23
6.5.4. Situation fiscale latente et différée	24
7. INFORMATIONS DIVERSES.....	24
7.1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE ET INTERIMAIRE.....	24
7.2. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE	24
7.1. LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS ...	25
7.2. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION	25
7.3. ENGAGEMENTS FINANCIERS	25

7.5.1. *Engagements donnés*..... 25
7.5.2. *Engagements reçus* 25

7.4. PARTICIPATION DES SALARIES26

1. EXERCICE COMPTABLE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1. Exercice comptable

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de **€ 1 281 903 357** et au compte de résultat dégageant un bénéfice de **€ 50 715 324**.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ceux-ci ont été arrêtés par le Directoire le 29 mars 2022.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Sinistre :

L'intégralité du sinistre de pollution intervenu sur le parc de stockage de véhicules neufs de Marckolsheim pendant le confinement de 2020 endommageant 6.000 voitures propriété de BMW France et des concessionnaires, a été traité. En conséquence, la provision de 4.5M€ est intégralement reprise au 31 décembre 2021.

Financement :

Le prêt consenti à BMW Distribution a été intégralement remboursé sur le 1^{er} semestre 2021.

A fin décembre, le prêt accordé à BMW AG s'élève à 530.000.000€.

Exposé lié à la crise sanitaire du Covid-19 :

La pandémie du Covid-19 a eu un impact majeur sur l'économie et donc sur l'activité de notre société.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. En dépit de l'épidémie de la Covid-19 qui se poursuit, l'activité de la société se maintient et l'exercice 2021 est bénéficiaire.

Néanmoins, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

BMW France n'a pas d'activité liée directement à l'Ukraine. Cependant, le Groupe a communiqué le 16 mars 2022 que la guerre en Ukraine devrait peser sur sa rentabilité, en raison de difficultés d'approvisionnement de certaines pièces détachées, en dépit d'une situation qui reste extrêmement dynamique. Le Groupe a précisé que, compte tenu de la volatilité actuelle, il est difficile de donner une prévision exacte pour 2022.

Dès lors, BMW France devrait subir quelques restrictions d'approvisionnement qui sont en cours d'évaluation.

Par ailleurs, la société ayant un fournisseur détenu par une société Russe, nous estimons un risque total pouvant s'élever entre 15 et 20 M€ sur 2022/2023 de l'arrêt des prestations de ce fournisseur.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'établissement des comptes sociaux, en conformité avec les dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et conformément aux dispositions de la législation française conduit la direction de la Société à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les montants reconnus au bilan, sur les notes aux états financiers concernant les actifs et passifs à la date d'arrêté des comptes sociaux ainsi que sur le montant des produits et des charges.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales estimations retenues par la Société sont décrites dans ce chapitre et portent sur :

- Provisions pour dépréciations de stocks des véhicules d'occasion
- Provision pour buy back
- Provision pour dépréciation et risques client
- Provision pour garantie

La direction de la Société procède à ces estimations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Ainsi, les comptes sociaux, de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

3.1. Immobilisations

3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à leur mise en service. Ils n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Société applique depuis l'exercice 2005, les règlements CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 et CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatifs respectivement à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant leur durée probable d'utilisation.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation
Constructions	2.5 % L
Agencements constructions	4 % L
Infrastructures	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	20 % L
Install. générales agencés, aménagés	10 % L
Matériel de transport	25 % L
Matériel de bureau et informatique	20 % L
Mobilier	10 % L

Conformément à la réglementation fiscale en vigueur, les durées d'usage admises au plan fiscal et antérieurement appliqués au plan comptable ont été maintenues au niveau fiscal par le biais d'une comptabilisation d'amortissement dérogatoire.

L'impact qui résulte de leur comptabilisation sur l'exercice 2021 se solde par une charge de € 143 385.

Les logiciels figurant en immobilisations incorporelles sont amortis sur douze mois.

3.1.2. Immobilisations financières

Les titres de participation dans les filiales figurent en valeur brute pour leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité d'un titre est inférieure à son coût d'acquisition, deux types de provisions peuvent être constitués :

- Une provision pour dépréciation dans la limite de la valeur d'origine des titres ;
- Une provision pour risques complémentaires en cas de situation nette négative.

3.2. Evaluation des stocks

3.2.1. Pièces détachées

Les stocks de pièces détachées sont évalués au coût réel d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires) selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

3.2.2. Véhicules

Les stocks de véhicules sont évalués au coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires) réel de chaque unité.

3.2.3. Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation dans les conditions suivantes :

- Le stock de pièces détachées est déprécié en cas d'obsolescence, de détérioration ou de rotation lente.
- Le stock de véhicules est déprécié dans la mesure où ils ont été utilisés à des fins de démonstration et de services, ou lorsque la valeur en stock est supérieure au prix estimé de vente.

3.3. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Celles exprimées en monnaie étrangère sont évaluées sur la base du cours du dernier jour ouvrable de l'exercice publié au Bulletin Officiel ou au cours de couverture le cas échéant. Les différences négatives de change résultant de l'actualisation de ces dettes et créances sont directement portées dans le compte de résultat.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêté des comptes.

Les disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Créances et dettes avec les parties liées

Les transactions effectuées avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

3.4. Provisions

3.4.1. Provision pour litiges

Il s'agit de provisions spécifiques destinées à couvrir les risques de litiges survenus dans le cadre de nos relations contractuelles avec notre réseau de concessionnaire.

3.4.2. Provision pour risque fiscal

Il s'agit de provisions destinées à couvrir les risques fiscaux encourus, tels que notifiés par l'Administration.

3.4.3. Provision pour retraite

Une évaluation actuarielle des droits acquis au 31/12/2021 a été menée selon la « méthode des unités de crédit projetées » préconisée par la recommandation n°2003-R.01.

La valeur actuelle des prestations futures a été calculée par salarié en prenant en compte les éléments suivants : l'ancienneté à la date de l'évaluation, le salaire projeté à l'âge de la retraite, les droits tels que définis par le régime, les conditions du départ en retraite (départ volontaire ou mise en retraite) et le niveau des charges sociales patronales applicables en conséquence sur les indemnités du salarié, le facteur d'actualisation, la probabilité de payer la prestation, obtenue en associant la probabilité de survie à la probabilité de maintien du salarié dans l'entreprise jusqu'à l'âge du départ en retraite. Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2021 est de 0.81 % (0.36% au 31/12/2020).

Par ailleurs, cette année l'entreprise a adopté la méthode 1 de la recommandation ANC no 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés. L'incidence des variations d'hypothèses et le coût des services passés non encore acquis sont constatés immédiatement en compte de résultat.

3.4.4. Provision pour garantie

La maison mère BMW AG préconise que la provision pour garantie couvre au minimum 95% de la charge réelle de garantie. Pour répondre à cette préconisation, BMW France calcule une provision sur une durée de garantie de 9 ans en projetant les coûts restant à sa charge sur les 9 prochaines années (2022 à 2031)

3.4.5. Provision pour « buy back »

Une provision pour risques est constituée dans le cadre des ventes avec une clause de rachat dite de « buy back » lorsque la Société estime que le prix de rachat du véhicule est supérieur à sa valeur de marché estimée au moment de la reprise. Cette estimation se base sur une base historique représentative de transactions.

3.4.6. Provision pour recyclage des véhicules d'occasion

Les constructeurs automobiles sont tenus de reprendre gratuitement et indéfiniment et de recycler ou faire recycler à leurs frais tous leurs vieux véhicules vendus dans l'Union Européenne.

Les provisions pour le recyclage des vieux véhicules sont constituées centralement par BMW AG pour tout le groupe BMW.

3.6. Dérogations aux principes généraux

3.6.1. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.6.2. Changements de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisation incorporelles	291 664			49 784	241 880
Total 1 Incorporelles	291 664	0	0	49 784	241 880
Terrains	6 455 264				6 455 264
Constructions sur sol propre	126 348 476	5 503 108		233 143	131 618 441
Constructions sur sol d'autrui Constructions installations, agencements.....	17 548 166	313 345			17 861 511
Installations générales et agencements	35 646 456	223 320		341 657	35 528 119
Installations techniques, matériels et outillages	8 067 466	534 550		77 085	8 524 930
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 968 580	427 815		500 757	3 895 637
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	198 034 408	7 002 138	0	1 152 642	203 883 902
Immobilisations corporelles en cours (1)	6 226 299	1 123 304	5 395 782		1 953 820
Total 3 Encours Corporelles	6 226 299	1 123 304	5 395 782	0	1 953 820
Acomptes					
TOTAL	204 552 371	8 125 442	5 395 782	1 152 642	206 079 602

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

4.1.2. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	273 888		49 784	224 104
Total 1	273 888	0	49 784	224 104
Terrains				
Constructions	52 785 136	5 346 529	116 878	58 014 787
Installations générales et agencements	15 514 380	3 050 851	321 803	18 243 428
Installations techniques, matériels et outillages	6 711 791	538 685	76 470	7 174 006
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	2 484 532	351 034	467 778	2 367 788
Emballages récupérables et divers				
Total 2	77 495 839	9 287 099	982 929	85 800 009
TOTAL	77 769 727	9 287 099	1 032 713	86 024 113

4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2020	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2021	Provision	Valeur Nette au 31/12/2021
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	99 847 861		25 000 000	74 847 861		74 847 861
<i>Dont créances rattachées à des part.</i>	25 000 000		25 000 000	0		0
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	500 516 878	180 001 095	150 000 000	530 517 973		530 517 973
<i>Dont Prêt</i>		180 000 000		180 000 000		180 000 000
TOTAL	600 364 739	180 001 095	175 000 000	605 365 834	0	605 365 834

4.3. Comptes de stocks de marchandises

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2021
Matières premières			
Marchandises	97 576 551	339 835	97 236 715
Produits finis			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
TOTAL	97 576 551	339 835	97 236 715

4.4. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 988 981 471 € en valeur brute au 31/12/2021

et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	530 517 973	530 000 000	517 973
Créances rattachées à des participations			
Prêts	530 000 000	530 000 000	
Autres immobilisations financières	517 973		517 973
ACTIF CIRCULANT :	458 463 498	458 463 498	0
Clients	52 262 897	52 262 897	
Clients douteux			
Autres créances :			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	26 055	26 055	
<i>Organismes sociaux</i>			
<i>Etat : impôts et taxes diverses</i>	89 852 150	89 852 150	
<i>Groupe et associés</i>	309 922 394	309 922 394	
<i>Débiteurs divers</i>	5 743 542	5 743 542	
Charges constatées d'avance	656 461	656 461	
TOTAL	988 981 470	988 463 498	517 973

4.5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances représentées par des effets de commerce s'élèvent à **€ 0**. Toutes les créances sont exigibles dans un délai d'un an.

Le montant de la provision pour dépréciation des créances contentieuses et douteuses est porté en dépréciation du poste clients et comptes rattachés pour un montant de **€ 0**.

Le poste des autres créances s'élève à **€ 405 544 140**.

Le montant des cautions bancaires garantissant les créances clients s'élève à **€ 0** à la date de clôture.

CREANCES	Montant brut	Amort. Dépréciation	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	52 262 897		52 262 897	69 693 360
Autres créances	405 544 140		405 544 140	243 282 014
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	457 807 037	0	457 807 037	312 975 374

4.6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 656 461 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021
Charges d'exploitation	656 461
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	656 461

5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

5.1. Capitaux propres

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 187 000 actions de € 15 chacune au 31/12/2021, se ventilant comme suit :

- 140 250 actions ordinaires ;
- 46 750 actions prioritaires sans droit de vote bénéficiant d'un dividende prioritaire.

Affectation des résultats de l'exercice 2020 :

Les comptes de l'exercice 2020 ont fait apparaître un résultat de -3 266 796 €. Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, ce profit a été affecté comme suit :

- au poste « Report à nouveau ».

	Solde au 31/12/2020 avant affectation	Résultat 2020	Réserves	Dividendes	Solde au 31/12/2021 avant affectation
Capital	2 805 000				2 805 000
Prime d'émission	6 078 173				6 078 173
Réserve légale	285 080				285 080
Autres réserves	2 881 580				2 881 580
Report à nouveau	193 452 084	-3 266 796		12 648 403	177 536 886
TOTAL	205 501 917	-3 266 796		12 648 403	189 586 719
Résultat 2021					50 715 324
Provisions réglementées					8 548 649

5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

5.2.1. Provisions réglementées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	8 405 264	143 385		8 548 649
TOTAL	8 405 264	143 385	0	8 548 649

5.2.2. Provisions pour risques et charges

Chiffres exprimés en euros	au 31/12/2020	Dotations	Reprises	au 31/12/2021
Provisions pour litiges	17 787 261	4 964 731	6 702 293	16 049 699
Provisions pour garantie	94 086 806		13 780 094	80 306 712
Provisions pour retraite	6 370 307		991 105	5 379 202
Provisions pour risques et charges	4 470 403	1 445 004	4 162 689	1 752 718
Provisions pour impôts				
TOTAL	122 714 776	6 409 735	25 636 181	103 488 331

La provision pour garantie est ventilée de la façon suivante :

en euros	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021
Auto	90 787 580	77 525 908
Moto	3 299 225	2 780 804
TOTAL	94 086 805	80 306 712

5.2.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
TOTAL	0	0	0	0

5.2.4. Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Matières premières				
Produits finis				
Marchandises	3 449 491	202 638	3 312 294	339 835
TOTAL	3 449 491	202 638	3 312 294	339 835

5.2.5. Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Poste : Clients douteux	151 832		151 832	
Poste : Autres créances				
TOTAL	151 832	0	151 832	0

5.3. Etats des échéances des dettes

Le détail de ces dettes figure ci-dessous. Aucune de ces dettes n'est garantie par une sûreté réelle.

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	511	511		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	112 056 855	112 056 855		
Dettes fiscales et sociales :				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	10 252 274	10 252 274		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	2 042 399	2 042 399		
<i>Etat et autres collectivités publiques :</i>				
<i>Impôts sur les bénéficiaires</i>	42 837 332	42 837 332		
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	123 190 861	123 190 861		
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts et comptes rattachés</i>	2 540 694	2 540 694		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes :				
<i>Groupe et associés</i>	398 274 363	398 274 363		
<i>Clients – avoirs à établir</i>				
<i>Autres dettes diverses</i>	392 759 459	392 759 459		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 083 954 748	1 083 954 748	0	0

5.4. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 056 855	105 367 573
Dettes fiscales et sociales	180 863 559	162 383 543
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	511	
Emprunts et dette financières divers		
DETTES DIVERSES		
Autres dettes	634 887 377	611 739 780
DETTES	927 808 302	879 490 896

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Ventes de voitures	2 327 801	1 974 090
Ventes de pièces détachées	405 614	345 513
Ventes de motos	261 733	233 082
Production vendue de services	68 670	64 302
Chiffre d'affaires	3 063 818	2 616 987

6.2. Transfert de charges

Le poste Transfert de charges est essentiellement constitué de la garantie constructeur.

6.3. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -8 546 888 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS FINANCIERS	36 161	13 206 257
Revenus financiers autres	36 161	6 256
Dividendes	0	13 200 000
Produits financiers au titre du compte courant Groupe	0	0
Reprises provisions sur titres de participation		
CHARGES FINANCIERES	8 583 050	8 884 928
Charges financières affacturage / escompte	7 088 843	6 819 540
Charges d'intérêts sur fonds de participation	0	0
Dépréciation sur titres de participation		
Charges financières autres	1 494 207	2 064 834
RESULTAT FINANCIER	-8 546 888	4 321 330

6.4. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 4 581 062 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Variation nette provision pour risques et charges	6 202 204	- 4549367
Variation amortissements dérogatoires	143 385	160 329
Cessions nettes d'immobilisations	174 093	465 742
Autres produits et charges exceptionnels	-1 303 663	-406 857
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 581 062	-5 551 220

6.5. Impôt sur les bénéfices

6.5.1. Intégration fiscale

La société BMW FRANCE est tête du groupe d'intégration fiscale

Le périmètre de l'intégration fiscale comprend :

- BMW France, mère
- ALPHABET France Fleet Management, fille
- BMW Distribution, fille
- BMW Finance, soeur

Le régime retenu est le régime général. La méthode de répartition de l'impôt dans le groupe est la suivante : chaque membre supporte son impôt comme s'il était imposé en dehors du groupe.

L'impôt comptabilisé dans les comptes 2021 est **€ 27 798 989** .

La société BMW France n'a pas constitué de provision pour impôt au titre des économies d'impôts résultant de l'utilisation des déficits de ses filiales comptabilisés en résultat car, aux termes de l'avis n°2005-G du Comité d'urgence en date du 12 octobre 2005, la restitution de ces économies en trésorerie n'est pas jugée probable à la date d'arrêté des comptes. Néanmoins, aux termes des conventions d'intégration fiscale en vigueur, au cas où pour quelque cause que ce soit, le régime d'intégration fiscale cesserait de s'appliquer, les filiales concernées par cette sortie de périmètre seraient indemnisées par la société BMW France des surcoûts fiscaux dont leur appartenance au groupe pourra être la cause, le montant du préjudice réellement subi et les modalités de son indemnisation devant être appréciées d'un commun accord lors de la sortie, au vue des éléments de fait constatés à cette date.

Les pertes fiscales réalisées par les filiales sont utilisées par BMW France.

Les déficits restant à imputer s'élèvent à 0€

Ci-dessous la répartition du montant global de l'impôt sur les bénéfices :

Résultats (en EUR)	Bénéfices comptables avant impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Montant de l'impôt théorique	Dû	Résultat net après impôt
Courant	78 079 193	15 286 302	93 365 495	26 520 184	26 520 184	51 559 009
Exceptionnel	4 581 062		4 581 062	1 300 105	1 300 105	3 280 957
Participation	- 4 145 943	4 145 943	-	-	-	- 4 145 943
Crédits d'Impôts			-	21 300	- 21 300	21 300
				-	-	-
TOTAL	78 514 313	19 432 245	97 946 557	27 798 989	27 798 989	50 715 324

Le poste « Autres éléments » tient compte de l'application des termes de la convention d'intégration fiscale.

6.5.3. Information sur l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice (€)	2021	2020
Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	143 385	160 330
Reprises de l'exercice aux provisions réglementées		
Impact sur les capitaux propres	143 385	160 330

6.5.4. Situation fiscale latente et différée

Les différences temporaires représentent des charges incluses dans le résultat comptable mais qui seront déductibles fiscalement au cours des exercices suivants, ce qui entraînera un allègement de l'impôt dû au titre de ces exercices. Elles concernent notamment la participation des salariés, la provision Pass-lease, les provisions spécifiques pour dépréciation des comptes clients et des stocks.

	2021	2020
Montant des réintégrations temporaires	165 024 167	149 043 946
Allègement de la dette future d'impôt (28.38%)	46 833 859	47 440 688

7. INFORMATIONS DIVERSES

7.1. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2021	Effectif
Cadres	269
Agents de maîtrise, techniciens, employés et alternants	66
Ouvriers	36
Stagiaires	13
TOTAL	384

7.2. Identité de la société mère consolidante

Selon l'article L.357-2 de la loi n°85-1321 du 14 décembre 1985, la consolidation de BMW France et ses filiales est incluse dans le périmètre de la société consolidante BMW AG dont le siège social se situe Petuelring 130, 80788 München. Les comptes consolidés sont disponibles sur www.bmwgroup.com.

7.1. Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	Participation	Capital	Capital détenu	CA	Résultat Net
BMW DISTRIBUTION	16 626 488	10 500 000	100 %	227 896 803	2 624 198
ALPHABET FRANCE FLEET MANAGEMENT	58 221 374	4 046 125	99,96 %	483 331 916	15 491 304

7.2. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

7.3. Engagements financiers

7.5.1. Engagements donnés

Engagements donnés	Total
<u>Engagement de buy back auprès des loueurs courte durée</u>	
Au cours de l'exercice, BMW France a réalisé des ventes de véhicules neufs incluant une clause de rachat « Buy Back » dont l'option est à la main du vendeur.	93 382 k€
Au 31/12/2021 BMW France avait un engagement de reprises de 2 670 véhicules vis-à-vis de loueurs de courtes durées pour un montant de reprise estimé à	
Location : Bail de 10 ans (Strasbourg-SAS LCR)	5 820 k€
Cautions (Tigery / Essence Autodrome Miramas)	285 k€

7.5.2. Engagements reçus

Suite au changement de conditions de financement du réseau, BMW France n'a plus de cautions concernant les concessionnaires.

7.4. Participation des salariés

Au 31/12/2021 le montant de la participation s'élève à 4 145 943 € compte tenu du bénéfice de la société.

7.6 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires au titre du contrôle légal des comptes pour l'exercice clos le 31/12/2021 s'élèvent à € 140 000 HT.



BMW France

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 2.805.000 Euros

Siège social : 5, rue des Hérons Montigny-le-Bretonneux 78182 Montigny-le-Bretonneux

722 000 965 R.C.S. Versailles

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

EN DATE DU 18 MAI 2022



A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a horizontal line and a long tail.

[...]

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire, décide de distribuer des dividendes d'un montant total de 67 373 952.50 € prélevé sur le report à nouveau de l'exercice 2021 et le résultat 2021. Le report à nouveau de 177 536 885€ sera alors de 160 878 256.86 €.

Le montant total de dividendes ainsi prélevé de 67 373 952.50 € est distribué comme suit :

Au titre des actions à dividendes prioritaires : 269.002,50 €

Catégorie A	5,15 x 30.000 =	154.500,00 €
Catégorie B	5,72 x 4.500 =	25.740,00 €
Catégorie C	6,77 x 6.750 =	45.697,50 €
Catégorie D	7,83 x 5.500 =	43.065,00 €

Au titre des actions à dividendes ordinaires67 104 950 €

Soit par action ordinaire : 358.85 € x 187.000 actions

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que cette distribution serait éligible à la réfaction d'assiette mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts pour les contribuables exerçant l'option prévue à l'article 200 A, 2 du Code Général des Impôts dans les conditions suivantes :

Actions de Catégorie A	154.500,00 €
Actions de Catégorie B	25.740,00 €
Actions de Catégorie C	45.697,50 €
Actions de Catégorie D	43.065,00 €

Actions ordinaire 67 104 950,00 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale, connaissance prise du rapport de la gérance décide de rectifier le libellé de l'adresse du siège social de la Société à compter du 18 mai 2022, comme suit : 5 rue des Hérons, 78180 Montigny-Le-Bretonneux.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence, l'article 4 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 5 rue des Hérons, 78180 Montigny-Le-Bretonneux.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil de Surveillance qui, dans ce cas, est autorisé à modifier les statuts en conséquence. Sa décision s'entend sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Le siège social peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

[...]